

DIPLÔME D'UNIVERSITÉ

ACCESSIBLE EN
FORMATION CONTINUE



Lieu de la formation

Angers et à distance

Contacts

severine.planchenault@univ-angers.fr
Tél. : 02 44 68 86 85

Responsables pédagogiques

David NIGET (Université d'Angers)
david.niget@univ-angers.fr
et
Hélène ACQUIER (ENPJJ)
helene.acquier@justice.fr

Adresse web

www.univ-angers.fr/formationcontinue



Partenaire



Avec le soutien de



Accessible
à distance

UA FACULTÉ
DES LETTRES, LANGUES
ET SCIENCES HUMAINES
UNIVERSITÉ D'ANGERS

DROITS DES ENFANTS ET PRATIQUES PROFESSIONNELLES

— Présentation

Les droits des enfants occupent une part croissante au sein des politiques publiques, au fondement de la citoyenneté, cherchant à promouvoir les capacités des jeunes à orienter leur propre vie et à agir sur leur environnement politique. Ces droits se sont construits au XXe siècle dans une large acception : droits civils (en justice notamment), mais aussi droits sociaux et culturels (droit à la santé, à l'éducation, aux loisirs...), aboutissant, notamment, à la proclamation de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) en 1989.

La volonté de créer un Diplôme d'Université consacré à la question des droits des enfants est née d'un constat partagé de la part des chercheurs de l'Université d'Angers spécialisés dans l'histoire des droits des enfants et des formatrices.teurs de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse – ENPJJ : un écart persistant entre l'énonciation des droits et leur mise en application. Aussi, il apparaît aujourd'hui nécessaire de penser les droits des enfants non seulement de manière descendante (normative), mais aussi d'inscrire ces droits dans les pratiques des acteurs intervenant auprès des mineurs.

Le D.U. Droits des enfants et pratiques professionnelles, porté conjointement par l'Université d'Angers et l'ENPJJ, met en avant les Sciences sociales et les humanités pour analyser les notions en débat tout en accordant une grande place aux savoirs expérientiels, y compris des expériences à l'étranger. Il établit un lien entre les différents acteurs de la protection de l'enfance. L'approche est à la fois critique et pragmatique, s'interrogeant sur la dimension capacitaire des droits des enfants. Son objectif est de favoriser la mise en œuvre de « droits réels » en tenant compte des opinions et des besoins exprimés par les enfants et les jeunes eux-mêmes.

— Objectifs

- Comprendre les enjeux politiques, juridiques, sociaux et culturels en analysant le corpus des Droits des enfants, sa genèse historique, ses fondements idéologiques et politiques et ses évolutions récentes
- Analyser la mise en œuvre de ces droits dans les environnements professionnels
- Permettre la prise en considération de l'expression et de l'opinion des enfants et des jeunes dans la mise en œuvre de leurs droits
- Mettre en œuvre des diagnostics et des plans d'action partagés avec les acteurs, dont les jeunes et les enfants eux-mêmes, pour améliorer la mise en œuvre de leurs droits dans des environnements institutionnels différenciés
- Évaluer les changements effectifs produits par ces dispositifs de valorisation des droits

— Public visé

- Éducateurs, magistrats, cadres de la protection de l'enfance
- Avocats, policiers, médiateurs familiaux
- Assistants sociaux, assistants familiaux
- Animateurs socio-culturels, professionnels de l'éducation populaire
- Infirmiers, médecins, psychologues
- Enseignants du primaire et secondaire, CPE, formateurs des INSPE
- Professionnels de la petite enfance
- Autres professionnels

Conditions d'admission :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau Bac +2
- OU à défaut, présenter lors de la candidature une expérience ou un projet professionnel en lien avec le diplôme



Mise à jour | Novembre 2020 | Impression service reprographie UA

11, boulevard Lavoisier
49045 Cedex 01
Tél. 02.41.22.64.21

— Programme

Jour 1 : 15 février 2021 Ouverture : les droits des enfants, un levier d'égalité

Renate Winter, Vice-Présidente du Comité des Droits de l'enfant de l'ONU

Jour 2 : 16 février 2021 Socio-histoire des droits des enfants dans la sphère transnationale

Joëlle Droux, Histoire

Jour 3 : 17 février 2021 Familles, droits des enfants et institutions de protection de la jeunesse

Nadège Séverac, Sociologie (sous réserve) & Gabrielle Chouin, Éducation nationale

Jour 4 : 15 mars 2021 Développement, besoins fondamentaux et droits des enfants, approche clinique

Priscille Gérardin, Pédopsychiatrie & Caroline Dubreil, Psychologie

Jour 5 : 16 mars 2021 Genre, santé et sexualités dans les droits des enfants

David Niget, Histoire & Isabelle Clair, Sociologie

Jour 6 : 6 avril 2021 Droits des enfants et inégalités sociales (droits économiques, sociaux et culturels)

*Julie Montoya, Sociologie
Céline Truong, ATD Quart Monde
& Vincent Pouplard, Atelier-débat cinéma*

Jour 7 : 7 avril 2021 Éducation, école et droits des enfants

*Antony Taillefait, Droit public
Valérie Melin, Sciences de l'éducation
& Jean-François Rabault, PJJ*

Jour 8 : 10 mai 2021 Justice des mineurs et droits des enfants dans le système judiciaire

*Jean-Pierre Rosenczveig, Droit
Hakim Hdoubane, Formateur PJJ
& Véronique Dimicoli, Cie À la tombée des nues, Atelier Théâtre*

Jour 9 : 11 mai 2021 Droits capacitaires et émancipation

*Olivier Blond-Rzewuski, Formateur INSPE
& Virginie Poujol, Anthropologie*

Jour 10 : 16 juin 2021

Migrations et droits des enfants

*Angelina Étiemble, Sociologie
Noémie Paté, Sociologie
& Elsa Pavageau, Cemea Pays de la Loire (sous réserve)*

Jour 11 : 17 juin 2021

Évaluations, bilan de la formation et construction de réseaux professionnels

*Hélène Acquier, Magistrate
& David Niget, Histoire*

— À noter

Organisation de la formation :

- Durée : 77 heures réparties en 11 journées thématiques de 7 heures, sur 5 regroupements de 2 à 3 jours
- Calendrier : de février à juin 2021
- Pédagogie : conférences universitaires et ateliers interactifs s'appuyant sur les représentations et l'expérience professionnelle des participants ; ateliers théâtre, études de cas, débats et mutualisation des pratiques.
- Intervenants : universitaires (historien.ne.s, sociologues, anthropologues, philosophe, juristes, psychologue), professionnel.le.s (magistrates, éducateurs, acteurs associatifs), artistes (comédiennes, réalisateur de documentaires), représentant.e.s des ONG et des institutions internationales. **Avec la participation exceptionnelle de Renate Winter, Vice-Présidente du Comité des Droits de l'enfant de l'ONU.**

Modalités pratiques :

- Inscription : candidature en ligne jusqu'au 15 décembre 2020
- Début de la formation : février 2021
- Nombre d'inscrits : 25 maximum
- Validation : rédaction d'un dossier professionnel élaboré tout au long de la formation et présentation à l'oral
- Coût de la formation : 1650 euros (+ droits universitaires)
- Possibilité de préparer ce DU en complément d'une formation universitaire (Master)

Visitez notre site

